COMBAT OUVRIER

SUPPLEMENT AU MENSUEL

Pour la construction d'un parti ouvrier révolutionnaire
en Martinique et en Guadeloupe

Pour l'émancipation des peuples de Martinique et de Guadeloupe

Pour la reconstruction de la IV^e Internationale

MERCREDI 22 SEPTEMBRE 1976

BI-HEBDOMADAIRE TROTSKYSTE - PARAÎT MERCREDI ET SAMEDI - PRIX : 0,30 F.

EDITORIAL

halte à la passivité :
décidons nous mê-
mes de notre sorti

La situation, en Guadeloupe continue de pourrir sur place. Depuis l'évacuation de la région de la basse-terre, aucune perspective claire n'est donnée à la population, excepté l'attente dans des conditions de moins en moins supportables. Le retour à Vieux-Habitants et dans le nord de Capesterre d'une partie de la population de ces communes constitue une demi-mesure sans grande portée, et rien ne permet de voir une évolution, ni dans le sens d'un retour dans la zone évacuée, ni dans celui d'un aménagement sérieux des conditions d'existence dans la zone de repli.

Tout cela ne peut qu'accroître l'angoisse, la misère, la démoralisation consécutives à la situation "d'assistés". La situation s'aggrave d'ailleurs leurs pour tout le monde en Guadeloupe, tant pour les repliés que pour ceux de la zone de repli : Inconfort, spéculation, augmentation du nombre des chômeurs ; tout cela entraîne des frictions qui risquent de dégénérer en conflits, la rentrée scolaire ayant montré clairement l'ampleur du problème.

Certes, on ne peut nier l'existence d'un danger réel dans la région proche de la Soufrière. Mais face à une telle situation, la seule politique efficace consiste à faire appel à l'initiative de gens, en mettant à leur disposition tous les moyens possibles.

Il faut leur permettre de s'organiser, de participer réellement aux décisions qui concernent leur vie. Actuellement, des milliers de personnes restent dans l'incertitude, ignorant pour combien de temps elles devront se contenter des aumônes qu'on leur accorde. Elles veulent pour beaucoup, retourner chez elles pour en finir avec cette situation. Un certain nombre sont déjà sur place, ayant fait le choix tragique de risquer leur vie plutôt que de mourir à petit feu. Que leur est-il proposé : "vous pouvez y aller, mais c'est à vos risques et périls." Il est commode à l'administration de s'en tirer avec des formules à la Pont-Pilate. Mais il est criminel de laisser les gens s'en retourner dans de telles conditions.

Il est possible pourtant de mettre en place un système d'alarme efficace (autre que l'écoute des transistors!). Ce système ferait partie intégrante
(suite au verso)

MARTINIQUE

la rentrée scolaire: la pagaille continue

Alors que Mr Doumange, le nouveau directeur se félicite que la rentrée a été satisfaisante, le problème est loin d'être résolu dans nombre d'établissements.

C'est ainsi qu'au CET du Lamentin, les cours n'ont pas repris, les professeurs ayant refusé de les assurer; en effet, il manque de tout dans cet établissement, un grand nombre d'enseignants font défaut le matériel nécessaire n'existe pas les impératifs pédagogiques ne sont pas respectés.

Le lundi 20, c'est au tour du CEG de Ste Thérèse d'entrer en grève parce qu'

il manque de professeurs dans pratiquement toutes les disciplines et les surveillants sont surchargés de travail, ayant à s'occuper parfois de 4 classes en même temps, et les remplaçants promis n'arrivent pas. Pendant ce temps, élèves et parents attendent le bon plaisir de l'inspection académique. Ainsi, malgré tous les propos rassurants de Mr Doumange, la rentrée 1976 n'aura pas manqué d'être pareille aux précédentes : incurie de l'administration, mensonges éhontés des responsables.

o o o o o o o o

FRANCE

LE GOUVERNEMENT BARRE PRÉPARE L'AUSTÉRITÉ

Le nouveau gouvernement Barre poursuit la politique de son prédécesseur Chirac. Le ministre a changé, mais la même politique continue.

On ne parle que de plan pour combattre l'inflation, d'impôts nouveaux qui seraient dus à la sécheresse! On a même parlé un moment des dépenses occasionnées par l'évacuation de la Basse-Terre! Tous les prétextes sont bons pour justifier d'imposer des sacrifices aux travailleurs.

En réalité, le gouvernement veut obliger les travailleurs à faire les frais de la situation peu brillante que traverse l'économie française comme ses voisines.

Il s'agit de permettre aux capitalistes de franchir sans trop de difficultés une mauvaise passe.

Le plan qui est proposé par Barre n'a en effet rien de nouveau. Nous avons déjà connu le "plan de relance" qui avait consisté pour l'essentiel à donner plus de 25 milliards aux capitalistes. Aujourd'hui cela s'appelle le plan de redressement, mais le but visé est toujours le même.

Les travailleurs en France même savent bien ce que cachent mal ces plans et leur mécontentement grandit. Ils ne veulent ni de plan d'austérité, ni de plan de redressement, ni d'impôts-sécheresse, ni céder aux appels à la "solidarité nationale".

Pour l'instant en France, la CGT a lancé l'idée d'une riposte. Et même si celle-ci est une action sans lendemain, les travailleurs de France devront saisir cette occasion et toutes celles qui se présenteront pour faire entendre leur mécontentement, pour riposter au plan Barre.

GUADELOUPE

UNE RENTRÉE SCOLAIRE DES PLUS "ANORMALES"

Officiellement la rentrée scolaire s'est effectuée le 15 septembre. En réalité, rares sont les établissements qui ont effectivement travaillé à cette date. Dans le primaire, le problème le plus grave est le manque criant de locaux. Les tentes promises à grand fracas de publicité sont en nombre nettement insuffisant et, de l'avis de tous les enseignants, ne sont pas propices à des conditions de travail acceptables. Ainsi donc plusieurs milliers d'élèves du primaire et de la maternelle se trouvent dans la rue. Dans le secondaire, la situation n'est pas meilleure. Pratiquement tous les CEG de la zone d'accueil demeurent occupés. De ce fait 7680 élèves de ces établissements ne sont pas encore scolarisés et on sait -au moment où nous écrivons- quand ils le seront. Dans les CES et lycées, à la date du 15 les emplois du temps n'étaient pas faits, et il n'était pas question de parler de rentrée puisque maîtres et élèves ne pouvaient pas se rencontrer...

Voilà ce que les autorités ont voulu présenter comme une rentrée "normale".

Les parents, les élèves et les maîtres eux-mêmes pensent qu'il s'agit d'une véritable pagaille, et ils sont prêts à se mobiliser pour y remédier.

Directeur de publication : M.E.ZOZOR
Commission Paritaire : N° 51728
Correspondant du Journal : G. BEAUJOUR
B. P. 214 P.A.P.
B. P. 386 F.D.F.
Ronéo du Journal : Pointe-à-Pitre

1er supplément au mensuel N° 66

AFRIQUE DU SUD

La diplomatie américaine face à la révolte des Noirs.

Deux semaines après leur entretien de Zürich, Kissinger, chef de la diplomatie américaine a eu de nouvelles conversations avec Vorster, premier ministre de la République Sud-Africaine, à Prétoria cette fois.

Pour l'impérialisme américain, le moment semble venu de lâcher du lest aux nationalistes sud-africains, en vue de sauvegarder l'essentiel des intérêts politiques et économiques des Etats-Unis dans cette partie du monde. Ce n'est certes pas de gaieté de coeur que les hommes politiques de l'impérialisme en sont arrivés à cette conclusion, mais ils sont bien obligés de tirer les conséquences des émeutes, des manifestations d'écoliers et de travailleurs noirs puis métis qui ont lieu de façon intermittente, depuis juillet en Afrique du Sud. Et ceci quelques mois après le sérieux avertissement qu'a constitué pour la bourgeoisie américaine la victoire du peuple angolais aidé dans sa guerre de libération nationale par Cuba et l'U.R.S.S.

L'approche des élections présidentielles américaines et par conséquent les préoccupations électorales en ce qui concerne les votes des Noirs des Etats-Unis ne sont pas sans jouer également un certain rôle dans l'activité fébrile que

déploie Kissinger en vue de régler la question sud-africaine.

Mais il n'en reste pas moins que la diplomatie à elle seule a fort peu de chances de modifier de façon notable la situation sclérosée qui existe en Afrique du Sud. Car il s'agit d'un système basé sur le racisme, sur l'oppression exercée par 20% de Blancs sur 70% de Noirs, dans le seul but de protéger les privilèges exorbitants des premiers.

Alors certes, Vorster peut faire des concessions qui ne coûtent strictement rien aux privilégiés qu'il défend : signature officielle de "l'indépendance" du Transkei, une zone entourée sur trois côtés par la République Sud-Africaine, et si démunie de ressources que ses habitants doivent chaque jour traverser ses frontières pour aller travailler dans les mines d'or et de diamant de leur puissant voisin. La promesse faite par le dirigeant sud-africain d'accorder à la Namibie, l'indépendance, relève de la même hypocrisie conservatrice.

Alors les jeunes d'Afrique du Sud, les travailleurs noirs ont bien raison de ne faire confiance qu'à leurs luttes ! Car elles seules peuvent mettre fin aux petits calculs de Kissinger et consorts.

o - o - o

SOUFRIÈRE

Les mesures gouvernementales : Du vent... avant l'explosion

Dès le lendemain de l'évacuation des populations menacées par l'éruption de la Soufrière, le préfet de la Guadeloupe, parlant au nom du gouvernement français annonça que la "solidarité nationale" allait jouer. Pour lui, tout allait être mis en oeuvre pour solutionner les graves problèmes qui se posaient à la Guadeloupe et en particulier aux réfugiés. Quelques jours plus tard, Olivier Stirn, le fringant secrétaire d'Etat chargé des colonies, ne tarissait pas de promesses et de belles paroles. Le gouvernement français n'abandonnerait pas la Guadeloupe en ces moments difficiles, etc...

Et les uns et les autres d'annoncer les mesures qui allaient être prises et les crédits alloués.

LOGEMENT

A commencer par l'hébergement des réfugiés. 3.000 logements étaient programmés. Aujourd'hui, plus d'un mois après l'évacuation des populations, rien n'est commencé. Tout est encore sur le papier. Seulement 220 tentes ont été montées par l'armée. Mais personne ne peut y vivre, à cause de la chaleur et aussi de la boue; car ces tentes ont été montées n'importe où.

LES CHANTIERS DE CHOMAGE

Concernant l'emploi, des chantiers de chômage ont été ouverts. Et lors de la conférence de presse du samedi 18, le préfet déclara que dans certaines communes très peu de chômeurs s'étaient présentés et qu'en conséquence il envisage de supprimer la distribution des repas dans ces communes. La bonne blague! Quand on sait que pour les repas distribués aux réfugiés, la plupart des municipalités n'ont pas reçu un sou de la préfecture! Pour les chantiers de chômage, on ne sait toujours pas qui paiera. De plus des travailleurs de ces chantiers n'ont pas reçu le moindre sou depuis un mois.

LA RENTRÉE SCOLAIRE

Pour la rentrée scolaire, on envisage grandiosément la construction d'un parc départemental de 16 classes légères, à partir de cette semaine. Et aussi l'implantation de noyaux de C.E.S. industrialisés, soit 180 classes réparties sur plusieurs communes. Début des travaux vers le 12 octobre.

DANS L'AGRICULTURE

Au début on avait parlé de plus de 200 hectares qui seraient mis à la disposition des maraîchers de Matouba-St-Clau-de pour leur permettre de reprendre leur production. Aujourd'hui on ne parle que de 10 malheureux hectares.

Les maraîchers de Matouba ont intérêt à s'occuper eux-mêmes de leurs problèmes et ne pas attendre sur le bon vouloir de l'administration. Car ils risquent d'attendre encore longtemps. En particulier ils devraient à occuper des terres où il y en a.

Le bilan de "l'aide de la France", plus d'un mois après les premières promesses, c'est encore des promesses, car tout est encore sur le papier.

Et dire que le samedi 18, le préfet avait reproché son attitude irrévérencieuse à un journaliste qui avait demandé si Stirn ne mentait pas. Que fait-il lui-même depuis plus d'un mois ?

MARTINIQUE

AUGMENTATION DU PRIX DU POISSON

Augmentation du prix du poisson, des produits alimentaires, augmentation des tickets aller-retour des vedettes SOMA-TOUR, en somme, cette rentrée de septembre est caractérisée par une grosse flamme des prix. En ce qui concerne l'augmentation du prix du poisson, certaines choses méritent d'être soulignées. En fait, c'est une augmentation de 2 frs que subit le KG de poisson de première catégorie, qui, vendu autrefois à 15 frs passe à 17 frs. Mais, en réalité, ce sont les gros importateurs qui bénéficient de cette augmentation, car le prix de revient de leur KG de poisson est nettement inférieur à celui du marin pêcheur qui pratique la pêche artisanale. Donc, cette augmentation permettra à ces importateurs de réaxiser des super-profits, alors que les problèmes des marins-pêcheurs ne seront pas pour autant résolus, c'est-à-dire leur endettement permanent du fait du coût élevé des impôts, des cotisations et des frais d'entretien occasionnés par la profession.

En autorisant une augmentation du prix du poisson, l'administration veut donner l'impression de prendre en considération les intérêts des marins-pêcheurs.

Mais, en fin de compte, elle ne fait que favoriser les gros, car une meilleure solution pour les marins-pêcheurs serait dans une diminution des impôts, des cotisations sociales et autres frais d'entretien.

Editorial:

HALTE A LA PASSIVITÉ! (suite de la page 1)

d'un plan d'évacuation détaillé, précis, auquel la population se serait entraînée, chaque personne connaissant exactement l'endroit où elle devrait se rendre, l'itinéraire devant être suivi par des moyens de transport mobilisés en permanence pour une telle évacuation devant les écoles, les lieux de travail, etc...

Mais une telle organisation exige, nous l'avons dit, la participation effective de la population à l'élaboration de ce plan. Cela exige, non que les Guadeloupéens soient considérés comme des enfants auxquels leur papa interdit ou autorise de faire telle ou telle chose, mais que les moyens leur soient donnés pour qu'ils prennent eux-mêmes en main leurs problèmes. Et voilà la raison pour laquelle une telle idée ne peut même pas affleurer sous la casquette d'un préfet : le système qu'il représente, le colonialisme, ne peut se maintenir en place que pour autant qu'il a affaire à une population d'assistés, qu'il peut manœuvrer à sa guise.

Achetez le mensuel Combat Ouvrier N°55

EN VENTE DANS LES LIBRAIRIES.